



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le jeudi 10 octobre 2013 — N° 80

Neuf heures quarante-cinq

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1
AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député d’Abitibi-Ouest sur le sujet suivant : *Hommage à MAX+ Transport collectif de la MRC d’Abitibi.*
- La députée de Gatineau sur le sujet suivant : *40^e anniversaire de fondation de l’hebdomadaire The Low Down.*
- Le député de Rouyn-Noranda–Témiscamingue sur le sujet suivant : *Hommage à M. Philippe Barette.*
- Le député de Verdun sur le sujet suivant : *Centre de recherche du CHUM.*
- Le député de Granby sur le sujet suivant : *Hommage au Défi Spinning au profit de la Fondation du Centre hospitalier de Granby.*
- Le député de Dubuc sur le sujet suivant : *20^e anniversaire du Site touristique de la Nouvelle-France à Saint-Félix-d’Otis.*
- Le député de Lotbinière-Frontenac sur le sujet suivant : *Grands Prix de la ruralité.*
- Le député de Chauveau sur le sujet suivant : *Chalet de ski Stoneham.*
- Le député de Rivière-du-Loup–Témiscouata sur le sujet suivant : *Félicitations à l’équipe de « Produire la santé ensemble », finaliste des Grands Prix de la ruralité, catégorie Excellence - Innovation.*
- La députée de Crémazie sur le sujet suivant : *Hommage aux historiens de Crémazie.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

- DÉPÔTS**
- a) documents
 - b) rapports de commissions

c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

Motion du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire proposant l'adoption du projet de loi n° 27, Loi sur l'économie sociale.

Motion présentée par le député de Brome-Missisquoi en vertu de l'article 97 du Règlement :

QUE l'Assemblée nationale exige du gouvernement péquiste qu'il donne suite à la volonté exprimée par la première ministre le 31 octobre 2012, concernant la publication, un mois avant le déclenchement des élections, d'un portrait impartial des finances publiques.

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 20
Loi sur l'enregistrement des armes à feu
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **19 février 2013**

- 2) Projet de loi n° 33
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Participation citoyenne le 20 mars 2013
Reprise du débat ajourné le **25 septembre 2013**

- 3) Projet de loi n° 34
Loi donnant suite au discours sur le budget du 20 novembre 2012 et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances et de l'Économie le **15 mai 2013**

- 4) Projet de loi n° 36 *
Loi sur la Banque de développement économique du Québec
Présenté par la ministre déléguée à la Politique industrielle et à la Banque de développement économique du Québec le 24 avril 2013
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le **28 mai 2013**

* **Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 5) Projet de loi n° 37
Loi interdisant certaines activités destinées à rechercher ou à exploiter du gaz naturel dans le schiste
Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs le **15 mai 2013**

- 6) Projet de loi n° 43
Loi sur les mines
Présenté par la ministre des Ressources naturelles le 29 mai 2013
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 2 octobre 2013
Reprise du débat ajourné au nom de la députée d'Anjou–Louis-Riel le **9 octobre 2013**

- 7) Projet de loi n° 44
Loi proclamant le Mois de l'histoire des Autochtones
Présenté par la ministre déléguée aux Affaires autochtones le **4 juin 2013**

- 8) Projet de loi n° 47
Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption, d'autorité parentale et de divulgation de renseignements
Présenté par le ministre de la Justice le **14 juin 2013**

- 9) Projet de loi n° 49
Loi modifiant diverses lois professionnelles et d'autres dispositions législatives dans le domaine des sciences appliquées
Présenté par le ministre responsable de l'application des lois professionnelles le **12 juin 2013**

- 10) Projet de loi n° 51
Loi modifiant la Loi sur la division territoriale et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre de la Justice le **13 juin 2013**

- 11) Projet de loi n° 52
Loi concernant les soins de fin de vie
Présenté par la ministre déléguée aux Services sociaux et à la Protection de la jeunesse le **12 juin 2013**

- 12)** Projet de loi n° 56
Loi modifiant la Loi sur les produits alimentaires
Présenté par le ministre de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation
le **19 septembre 2013**

Étude détaillée en commission

- 13)** Projet de loi n° 14
Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d’autres dispositions législatives
Présenté par la ministre responsable de la Charte de la langue française le 5 décembre 2012
Rapport de la Commission de la culture et de l’éducation (consultations) déposé le 23 avril 2013
Principe adopté le **30 mai 2013**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l’éducation

- 14)** Projet de loi n° 28
Loi instituant le nouveau Code de procédure civile
Présenté par le ministre de la Justice le 30 avril 2013
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 17 septembre 2013
Principe adopté le **24 septembre 2013**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 15)** Projet de loi n° 35
Loi modifiant le Code civil en matière d’état civil, de successions et de publicité des droits
Présenté par le ministre de la Justice le 17 avril 2013
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 28 mai 2013
Principe adopté le **28 mai 2013**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 16)** Projet de loi n° 38
Loi concernant la gouvernance des infrastructures publiques, constituant la Société québécoise des infrastructures et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre responsable de l’Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 1^{er} mai 2013
Principe adopté le **14 mai 2013**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 17)** Projet de loi n° 39
Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite
Présenté par la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 8 mai 2013
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 17 septembre 2013
Principe adopté le **1^{er} octobre 2013**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 18)** Projet de loi n° 41
Loi modifiant la Loi sur la fonction publique principalement en matière de dotation des emplois
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 14 mai 2013
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 26 septembre 2013
Principe adopté le **26 septembre 2013**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 19)** Projet de loi n° 45
Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie
Présenté par le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie le 15 mai 2013
Principe adopté le **4 juin 2013**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation
- 20)** Projet de loi n° 46
Loi modifiant la Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents
Présenté par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation le 11 juin 2013
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 8 octobre 2013
Principe adopté le **8 octobre 2013**, et
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

- 21) Projet de loi n° 27
Loi sur l'économie sociale
Présenté par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le 19 mars 2013
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 29 mai 2013
Principe adopté le 6 juin 2013
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire adopté le 8 octobre 2013
Vote reporté le **9 octobre 2013**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 22) Projet de loi n° 190
Loi modifiant la Loi électorale afin de réduire les dépenses des partis politiques et la contribution maximale d'un électeur
Présenté par le député de Chauveau le **1^{er} novembre 2012**
- 23) Projet de loi n° 191
Loi instituant Pharma-Québec
Présenté par le député de Mercier le **14 novembre 2012**
- 24) Projet de loi n° 192
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Lévis le **15 novembre 2012**
- 25) Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Granby le **13 février 2013**
- 26) Projet de loi n° 194
Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et d'autres dispositions législatives
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **15 novembre 2012**

- 27) Projet de loi n° 195
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Gouin le **28 novembre 2012**
- 28) Projet de loi n° 197
Loi sur la création d'emploi et de richesse par le développement durable de l'activité minière
Présenté par le député de Rivière-du-Loup–Témiscouata le **27 novembre 2012**
- 29) Projet de loi n° 198
Loi mettant fin à la préséance des droits miniers sur les autres usages du territoire et modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme
Présenté par le député de Mercier le **20 mars 2013**
- 30) Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député de Saint-Jérôme le **21 février 2013**
- 31) Projet de loi n° 390
Loi sur la révision des avantages financiers octroyés aux membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Chauveau le **12 mars 2013**
- 32) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Granby le **8 mai 2013**
- 33) Projet de loi n° 392
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs
Présenté par le député de Lévis le **30 avril 2013**
- 34) Projet de loi n° 393
Loi modifiant la Loi électorale afin de prolonger le délai pour récupérer une contribution contrevenant à cette loi
Présenté par le député de Mercier le **2 mai 2013**

- 35)** Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur l'immigration au Québec et d'autres dispositions législatives afin de faciliter l'intégration des immigrants au marché du travail
Présenté par la députée de Jeanne-Mance–Viger le **21 mai 2013**
- 36)** Projet de loi n° 395
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool
Présenté par le député de Huntingdon le **7 juin 2013**
- 37)** Projet de loi n° 398
Charte de la laïcité de l'État québécois
Présenté par la députée de Gouin le **9 octobre 2013**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

- 38)** 12 juin 2013
Motion du ministre des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur :

QUE, conformément à l'article 22.3 de la *Loi sur le ministère des Relations internationales*, l'Assemblée nationale étudie, dans le délai prescrit par la Loi et en vue de son approbation, la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États.

Selon l'article 22.3 de la *Loi sur le ministère des Relations internationales*, cette motion ne peut être débattue avant le 23 juin 2013.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

Mandat conféré par une loi

- Audition portant sur la déficience intellectuelle et les troubles envahissants du développement.
- Audition portant sur la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.
- Audition portant sur les services à domicile.
- Audition portant sur la non-production de déclarations à Revenu Québec.
- Audition portant sur le contrôle et la surveillance de l'assainissement des eaux usées municipales et le contrôle et la surveillance de la production d'eau potable.

- Audition portant sur les interventions gouvernementales dans le secteur minier.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
- Audition portant sur la gestion administrative de la Régie de l'assurance maladie du Québec.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 46**, Loi modifiant la Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents (mandat confié le 8 octobre 2013).

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Société d'habitation du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 14**, Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 30 mai 2013).
- **Projet de loi n° 45**, Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (mandat confié le 4 juin 2013).

Mandat conféré par une loi

- Examen du plan stratégique 2012-2016 de la Société de télédiffusion du Québec.

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Société de télédiffusion du Québec.
- Musée national des beaux-arts du Québec.
- Musée de la civilisation.
- Musée d'art contemporain de Montréal.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 38**, Loi concernant la gouvernance des infrastructures publiques, constituant la Société québécoise des infrastructures et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 14 mai 2013).
- **Projet de loi n° 39**, Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite (mandat confié le 1^{er} octobre 2013).
- **Projet de loi n° 41**, Loi modifiant la Loi sur la fonction publique principalement en matière de dotation des emplois (mandat confié le 26 septembre 2013).

Mandat réglementaire

- Étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 28**, Loi instituant le nouveau Code de procédure civile (mandat confié le 24 septembre 2013).

- **Projet de loi n° 35**, Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil, de successions et de publicité des droits (mandat confié le 28 mai 2013).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports d'activités 2007-2008 à 2011-2012 du Commissaire au lobbyisme.

Mandat réglementaire

- Audition du Protecteur du citoyen.
- Audition du Directeur général des élections.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Commissaire au lobbyisme.
- Commissaire à l'éthique et à la déontologie.
- Commissaire à la lutte contre la corruption.
- Tribunal administratif du Québec.
- Office des professions du Québec.

Mandat d'initiative

- Étude du rapport « Propositions de modifications à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* » du Commissaire au lobbyisme.

[COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS](#)

[COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX](#)

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 52**, Loi concernant les soins de fin de vie (mandat confié le 17 septembre 2013).
- Livre blanc sur la création d'une assurance autonomie intitulé *L'autonomie pour tous* (mandat confié le 24 septembre 2013)

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport sur la mise en œuvre de la *Loi sur le tabac*.

- Étude des rapports annuels 2011-2012 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Côte-Nord, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Montérégie, Laval, Montréal, Laurentides, Saguenay–Lac-Saint-Jean et Abitibi-Témiscamingue (déféré le 15 novembre 2012).
- Étude du rapport annuel 2011-2012 de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (déféré le 14 février 2013).
- Étude des rapports annuels 2012-2013 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Capitale-Nationale, Montérégie, Laval, Outaouais, Laurentides, Saguenay–Lac-Saint-Jean et Montréal (déféré le 2 octobre 2013); Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Lanaudière, Mauricie et Centre-du-Québec (déféré le 8 octobre 2013).
- Étude du rapport annuel 2012-2013 du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James (déféré le 8 octobre 2013).

Mandat d’initiative

- Les conditions de vie des adultes hébergés en centre d’hébergement et de soins de longue durée.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L’ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

- Faire la lumière sur les événements survenus le 24 octobre dernier concernant les interventions du ministre du Développement durable, de l’Environnement, de la Faune et des Parcs auprès de l’organisme public et indépendant qu’est le Bureau d’audiences publiques sur l’environnement (BAPE) (mandat confié le 22 novembre 2012).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l’assurance automobile du Québec sur l’encadrement de la publicité automobile.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 17) Mme David (Gouin) – **10 octobre 2013**
À la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

Le 28 mai dernier, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale annonçait des modifications réglementaires à l'aide aux personnes et aux familles et dévoilait son *Engagement de services pour l'emploi et pour « n'échapper personne »*.

Selon le document du ministère, ces modifications actualisent la notion de contraintes temporaires en fonction du contexte du marché du travail et ont pour conséquence, entre autres, de :

- hausser de 55 à 58 ans l'âge permettant d'être admissible à l'allocation mensuelle de 129\$ pour contraintes temporaires à l'emploi;
- revoir l'admissibilité à l'allocation mensuelle de 129\$ pour contraintes temporaires accordée aux familles composées de deux adultes en raison de la garde d'un enfant d'âge préscolaire.

Si on en croit l'*Engagement de services*, à partir du 1^{er} juillet 2013, toutes les personnes concernées par ces modifications devraient avoir été rencontrées afin de leur proposer un plan personnalisé d'intervention pour favoriser leur intégration en emploi. Des mesures pour atteindre cet objectif leur auraient été proposées.

Quand la ministre va-t-elle rendre public un bilan complet, pour chacune des régions administratives, des rencontres tenues avec les personnes concernées par son *Engagement de services pour l'emploi et pour « n'échapper personne »* découlant des modifications réglementaires à l'aide sociale?

Quels ont été les processus d'employabilité et les mesures d'aide à l'emploi, dans chacune des régions du Québec, proposés aux personnes qui ont été rencontrées dans le cadre de l'*Engagement de services*?

- 18) Mme David (Gouin) – **10 octobre 2013**
À la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

Le 28 mai dernier, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale annonçait des modifications réglementaires à l'aide aux personnes et aux familles et dévoilait son *Engagement de services pour l'emploi et pour « n'échapper personne »* qui précisait que toutes les personnes concernées par ces modifications devraient avoir été rencontrées afin de leur proposer un plan personnalisé d'intervention pour favoriser leur intégration en emploi.

Dans la brochure *Briser le cycle de la pauvreté par une approche globale et cohérente*, il est également mentionné que pour les jeunes familles et ce, jusqu'au 30 septembre 2013, « les prestataires pourront conserver leur allocation de 129\$ tant qu'elles et ils n'auront pas pris part à un processus d'employabilité. Dès le début d'une participation à une mesure d'aide à l'emploi, l'allocation pour contraintes temporaires de 129\$ pourra être remplacée par une allocation d'aide à l'emploi pouvant aller jusqu'à 195\$ par mois ».

Pour chacune des régions administratives :

- Combien de personnes, membres d'une jeune famille ayant un enfant d'âge préscolaire, ont été rencontrées entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre? Quel pourcentage cela représente-t-il par rapport à l'ensemble des personnes concernées par le nouveau règlement?
- Qu'est-ce que la ministre envisage de faire pour les personnes concernées qui n'auraient pas été rencontrées?
- Combien de ces personnes rencontrées ont accepté de participer à une mesure d'emploi ou à un processus d'employabilité?
- Combien de ces personnes rencontrées ont perdu leur allocation pour contrainte temporaire à l'emploi?
- Est-ce que les personnes qui n'ont pas été rencontrées, au 30 septembre, conservent leur allocation pour contrainte temporaire à l'emploi de 129\$ jusqu'à ce qu'elles aient été rencontrées et aient pris part à un processus d'employabilité?
- Combien de personnes, à compter du 30 septembre, ont reçu une allocation de 195\$ par mois pour participer à une mesure d'aide à l'emploi?
- Combien de personnes ont accepté de participer à une telle mesure sans que celle-ci ne soit disponible au 30 septembre? Dans ces cas, ont-elles bénéficié de l'allocation de 195\$ dès leur acceptation de participer ou ont-elles conservé l'allocation de 129\$ tant que la mesure n'était pas disponible?

- Combien des personnes rencontrées, membres d'une famille avec un enfant d'âge préscolaire, proviennent de l'immigration? Est-ce que des mesures spécifiques pour ces personnes ont été mises en place, sachant que bien souvent le problème n'en est pas un de qualification, mais bien d'accès à un emploi?

19) Mme David (Gouin) – **10 octobre 2013**

À la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

Le 28 mai dernier, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale annonçait des modifications réglementaires à l'aide aux personnes et aux familles. La modification réglementaire concernant les prestataires de 53 et 54 ans s'appliquait dès le 1^{er} juillet 2013. La ministre a répété à maintes reprises qu'elle n'échapperait personne.

Pour chacune des régions administratives :

- Combien de personnes de 53 et 54 ans ont été rencontrées entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre 2013? Quel pourcentage cela représente-t-il par rapport à l'ensemble des personnes concernées par le nouveau règlement?
- Qu'est-ce que la ministre envisage de faire pour les personnes concernées qui n'auraient pas été rencontrées?
- Combien d'entre elles ont accepté de participer à une mesure d'emploi ou à un processus d'employabilité?
- Combien de ces personnes rencontrées ont perdu leur allocation pour contrainte temporaire à l'emploi?
- Est-ce que les personnes qui n'ont pas été rencontrées, au 1^{er} juillet dernier, ont conservé leur allocation pour contrainte temporaire à l'emploi de 129\$ jusqu'à ce qu'elles aient été rencontrées et aient pris part à un processus d'employabilité?
- Combien de personnes, à compter du 30 septembre, ont reçu une allocation de 195\$ par mois pour participer à une mesure d'aide à l'emploi?
- Combien de personnes ont accepté de participer à une telle mesure sans que celle-ci ne soit disponible au 1^{er} juillet? Dans ces cas, ont-elles bénéficié de l'allocation de 195\$ dès leur acceptation de participer ou ont-elles conservé l'allocation de 129\$ tant que la mesure n'était pas disponible?
- Quel pourcentage des personnes atteignant l'âge de 54 ans entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre se retrouve seulement avec la prestation de base?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 7 juin 2013
Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles et d'autres dispositions législatives – *ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.*

Projets de loi publics au nom des députés

- b) 27 novembre 2012
Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux afin d'améliorer la gestion des listes d'accès aux services médicaux spécialisés et surspécialisés – *député de Jean-Talon.*
- c) 7 juin 2013
Loi sur le commissaire à l'intégrité politique et administrative – *député de Saint-Jérôme.*
- d) 14 juin 2013
Charte des municipalités – *député de Beauce-Nord.*
- e) 9 octobre 2013
Loi visant à enrayer la maltraitance des personnes vulnérables hébergées dans le réseau de la santé et des services sociaux – *députée de Saint-Henri-Sainte-Anne.*

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Loi modifiant le Code de procédure pénale afin de normaliser pour les mineurs les amendes imposées en vertu du Code de la sécurité routière – *député de Marguerite-Bourgeoys.*
- bb) Interpellation du député de Lévis au président du Conseil du trésor sur le sujet suivant : *La mauvaise gestion des dépenses publiques par le gouvernement.*